

Égypte : évolution par restitution ?

La situation internationale et régionale est favorable au ‘statu quo’. Mais, étant donnée la crise économique et politique, ce serait une erreur de penser que le processus de changement est achevé.

Rabab El-Mahdi

Selon bon nombre d’indicateurs, la révolte égyptienne qui a éclaté en 2011, a déçu presque tous les observateurs, de même que les participants. Les cantiques qui réclamaient « pain, liberté, justice sociale et dignité humaine », répétés à chaque occasion, semblaient le dénominateur commun des manifestants les premiers jours du soulèvement. Malgré les différentes significations que ces concepts peuvent revêtir pour les plateformes les plus politisées, aucun de ces slogans n’est devenu un tant soit peu une réalité. De ce fait, depuis 2013, le contexte économique et politique du pays a empiré comme jamais depuis des décennies. Le nombre de prisonniers politiques a atteint des niveaux inédits, la loi punit les réunions et les protestations pacifiques et les mouvements sociaux font l’objet de persécutions et de répressions. Du point de vue économique, la situation s’est détériorée jusqu’au point d’avoir inspiré des gros titres tels que « Al-Sissi coupable de l’échec de l’économie en Égypte », dans un éditorial de Bloomberg, et « La ruine de l’Égypte », dans *The Economist*, en août 2016. Les raisons de ce recul sont nombreuses, du fait de la turbulente situation où se trouve le monde et de la magnitude des problèmes nationaux entraînés par la révolte. Cependant, ce serait une erreur grave de considérer que le processus de transformation – dont 2011 n’est qu’un chapitre – est achevé. En tout cas, toutes les raisons qui ont conduit à l’éclatement de la révolte il y a cinq ans se sont aggravées encore plus et ce qui s’est passé en Égypte doit être observé selon une perspective à long terme.

Depuis la chute d’Hosni Moubarak en février 2011, au bout de 18 jours de protestations massives, les observateurs, académiciens et beaucoup d’activistes ont tourné leur regard vers l’Égypte, imaginant un processus de ce que l’on a voulu appeler une « transition démocratique ». Ce paradigme a généré une grande quantité d’analyses, dont beaucoup contiennent des observations importantes sur des parties du processus en cours. À un certain niveau, cependant, concep-

tualiser le phénomène comme une transition démocratique a eu un effet restrictif au moment de comprendre le processus transformateur continu de l’Égypte et de toute la région, ce qui a conduit à des conclusions erronées sur ses perspectives ou l’absence de ces dernières. Le soulèvement égyptien faisait partie d’une transformation globale au sein d’un système en crise, et il s’inscrit dans le douloureux accouchement d’un ordre global et, par conséquent, régional. Ainsi donc, nous ne nous trouvons pas face à une simple transition du régime politique, mais face à une transformation historique d’une magnitude de fin de siècle, comme celle qu’a vécue l’Europe à la fin du XIX^e siècle, début du XX^e siècle. Le genre de transformation induite par des changements économiques et technologiques, qui ne touche pas seulement les systèmes politiques, mais aussi la configuration des sociétés et les constellations humaines.

Transition échouée ou transformation historique ?

Dans le contexte local, la révolte égyptienne, telle qu’on l’a vue ailleurs dans le monde, a été précédée par une décennie de mobilisations, ce qui laissait entendre l’insatisfaction croissante vis-à-vis du *statu quo*. Elle a commencé par des manifestations massives favorables à l’Intifada palestinienne et contre la position du régime à cet égard, en l’an 2000. Ensuite, elle a ouvert la voie à des demandes semblables pendant l’invasion américaine d’Irak en 2003, suivie de l’essor du mouvement de démocratisation en 2005 et d’une vague de protestations et d’actions à caractère ouvrier, entre 2006 et 2010. Sous le poids des changements néolibéraux, le pacte social, basé sur la confiscation étatique de la sphère publique et les droits politiques, en échange d’un système de soutien socioéconomique (éducation gratuite, biens publics et opportunités de mobilité sociale) qui fonctionnait moyennement bien, s’est écroulé. Même s’il

est vrai, comme certains l'argumentent, que ces changements néolibéraux avaient commencé en 1974 avec la politique de « portes ouvertes » d'Anouar el Sadate, le régime gouvernant n'a pas pris la décision d'appliquer complètement ce modèle jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, en se retirant de grand nombre de ses rôles traditionnels. Et de ce fait, il faudra attendre encore quelques années pour que la société ressente, à large échelle, les conséquences de la privatisation, la distribution asymétrique des ressources et l'efficacité décroissante de la bureaucratie. L'an 2011 est arrivée, avec un régime politique dirigé par un Hosni Moubarak vieilli, sans aucune route claire vers la succession, comme il arrivait depuis 1952 avec les précédents présidents. C'était là une source de tension, aussi bien dans l'ensemble de la société que parmi l'élite gouvernante concurrentielle, surtout avec Gamal Moubarak (le fils du président) gagnant un profil public et jouant un rôle notoire dans le parti dirigeant. Pris dans leur ensemble, ces protestations et mouvements postérieurs provoqués par les frustrations politiques et économiques étaient un symptôme du pacte social agonisant qui gouvernait l'Égypte depuis la création de l'État postcolonial, en 1952.

Dans le contexte régional, il ne s'agit pas seulement du fait que les soulèvements arabes ont produit, dans plusieurs pays à la fois, un modèle observé dans toutes les « vagues » de démocratisation et de changement de régime. Il serait plus exact de considérer qu'ils ont été le produit de changements régionaux semblables. L'ordre régional dérivé de l'Accord Sykes-Picot, légèrement modifié à la fin de la guerre froide, était arrivé à sa fin avec l'invasion américaine d'Irak en 2003. Depuis lors, les changements n'avaient fait que s'étendre sur le territoire. Nous parlons, entre autres, de la montée des candidats à puissances régionales, comme le petit Qatar et les Émirats arabes unis, et de la croissante concurrence entre les puissances régionales classiques : Iran, Turquie et Arabie saoudite. Elles sont toutes actuellement plongées dans des guerres subsidiaires et des affrontements régionaux en Syrie, au Yémen et en Libye, une situation qui s'étend à une échelle inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Même le radicalisme militant violent est en train d'acquiescer des façons jamais vues auparavant : le groupe État islamique dépasse ses prédécesseurs (comme Al Qaida) en ce qui concerne sa férocité, sa portée géographique et sa stratégie de prise de contrôle réelle du gouvernement. Finalement, n'oublions pas l'essor de ce qu'Adam Hanieh appelle « capital Khaleeji (du Golfe) » et ses liens avec les marchés financiers globaux et les États, ainsi qu'un impact sur la zone qui aurait semblé inconcevable, il y a quelques décennies (Hanieh, A. *Lineages of Revolt: Issues of Contemporary Capitalism in the Middle East*, Chicago, Haymarket Books, 2013, et *Capitalism and*

Class in the Gulf Arab States, New York, Palgrave Macmillan, 2011). Ces changements sont en train de transformer les axes de pouvoir, non seulement au niveau régional, mais aussi à l'intérieur des frontières des pays, dont l'Égypte. Aucun équilibre n'a encore été atteint, ni en termes d'économie politique de la région ni, par conséquent, en ce qui concerne les alliances régionales.

La révolte égyptienne semble, globalement, faire partie d'un cri qui résonne partout dans le monde. D'Occupy Wall Street jusqu'aux protestations de Podemos en Espagne et les concentrations contre le gouvernement en Grèce et au Brésil et de l'essor de candidats et de partis d'extrême droite aux États-Unis et en Europe jusqu'à la plus grande vague de réfugiés de ces dernières années, ainsi qu'au résultat significatif du référendum sur le Brexit. Le monde traverse toutes sortes de métamorphoses. Ce n'est pas seulement dans une crise économique répétée, mais aussi dans la frustration populaire vis-à-vis de la politique de toujours, qu'il faut chercher l'apogée des tendances contraires à l'establishment, du Trumpisme au Brexit, ainsi que dans les aspirants les plus progressistes, tel que Bernie Sanders ou Jeremy Corbyn. Il y a quelques années, tous ces candidats auraient été impensables. Ces événements sont interconnectés avec la demande de justice sous-jacente aussi bien dans l'émergence des candidats antisystème (à droite et à gauche) que dans les révoltes arabes, la frustration vis-à-vis de la politique actuelle et le désir d'un équilibre de pouvoir (politique et économique) plus équitable, en tant que point commun à tous.

Collectivement, les changements qui sont en train de se produire (locaux, régionaux et globaux) dessinent un scénario différent, où la révolte égyptienne ne peut être considérée comme un éclat isolé d'indignation populaire, mais comme une expression soutenue d'un monde changeant, ou du moins un ordre moribond, bien au-delà des limites du changement de régime.

Pourquoi est-ce que cela n'est pas durable ?

Sur le terrain économique, l'Égypte est en crise depuis bien avant le soulèvement, une crise que la très mauvaise gestion économique n'a fait qu'empirer. Les rapports précédents louaient les résultats économiques sous le gouvernement de Moubarak, avec une croissance annuelle supérieure à 6 %. Cependant, cette croissance était, dans le meilleur des cas, le fruit de l'entrée éphémère de plusieurs genres de recettes et de la vente d'actifs publics ; dans le pire des cas, les données étaient gonflées. Le mal-être économique, du fait du manque de combustible et d'électricité, a été l'une des raisons principales des manifestations citoyennes contre le président Mohammed Morsi lors de son bref mandat

entre 2012 et 2013. Plus tard, au printemps 2014, je suis arrivé à la conclusion que « malgré l'avis de nombreuses personnes, cette prolongée déficience structurelle ne se résoudra pas avec l'accès à des subventions et des prêts des pays du Golfe, non seulement du fait de la magnitude du problème et des demandes d'un pays de plus de 85 millions d'habitants, avec des taux de pauvreté estimés à 26-40 % de la population (selon l'indice utilisé), mais, plutôt, en raison de l'absence de capacité à administrer dûment ces subventions et ces prêts » (*The Egyptian Comundrum*, Norwegian Center for Conflict Resolution 2014). Au cours des 18 premiers mois qui ont suivi la destitution de Morsi (juin 2013-janvier 2015), l'actuel régime a reçu 23 milliards de dollars d'aide des pays du Golfe. Il a également hébergé un congrès économique international en mars 2015 qui devait, en principe, attirer des centaines de millions de dollars en investissements, selon des sources officielles (Reuters, 2 mars 2015). Les prédictions se sont confirmées, et ni les tentatives du Caire de raviver l'économie, ni les contributions sans précédents qu'il a reçues n'ont amélioré les indicateurs économiques nationaux ni la qualité de vie. Pire encore, le gouvernement a réduit les réserves extérieures nationales avec le nouveau Canal de Suez, inauguré à l'été 2015. Suite au financement du projet, les réserves sont passées d'environ 36 milliards de dollars en 2010 à la maigre quantité de 16,4 milliards (Bloomberg, 2016). En 2015, les recettes du tourisme, principale source de devises étrangères, se sont réduites de 12,5 milliards de dollars à 6,1 milliards. De là que, en 2016, l'Égypte traverse la pire crise économique de son histoire moderne : fluctuation monétaire, prix records et octroi du plus grand prêt du Fonds monétaire international. Aucun signe d'un programme économique différent de celui appliqué jusqu'ici, enthousiaste des mégaprojets politiquement prestigieux et trop enclin à avoir recours en tant que débouché à des politiques d'austérité fiscale et monétaire.

Sur le terrain politique, les révoltes ont déclenché un processus historique qui a changé les piliers sociopolitiques de l'État postcolonial en Égypte. Pour commencer, elles ont perturbé la position de la classe militaire, qui, alors qu'il s'agissait d'une institution sacrosainte, est devenue un acteur politique, non seulement objet d'admiration, mais aussi de critiques. Deuxièmement, elles ont transformé la politique identitaire et l'islamisme en une option de « gouvernement » comme il faut, avec leur arrivée au sommet du pouvoir en 2012-2013 et leur postérieur renversement et ultra-répression. C'est déjà là, en soi-même, un pas vers la transformation, non du genre procédural mais d'un autre beaucoup plus profond qui embrasse toute la société. Bien que l'élément « procédural » de cette transformation, connue aussi sous le nom de « transition », ait chancelé, des changements systématiques

continuent à se dérouler. Entre autres, la conformation et division de la sphère politique les prochaines années, ainsi qu'une plus grande radicalisation de la politique et des acteurs dont la façon de procéder répond au manque d'espoir dans la possibilité d'un changement pacifique. La direction de ces transformations et leur rythme, du point de vue de la prédominance de la violence face à la pluralisation de la sphère politique, dépendront de la capacité des acteurs à formuler des projets et des alternatives claires s'éloignant des politiques identitaires et représentant des intérêts de groupe évidents. Finalement, étant donné que les formations politiques antérieures à la révolte (aussi bien du régime que de l'opposition) ont épuisé leur fonction en tant que partie de l'« ancien régime » (amplement défini), naissent de nouvelles configurations. De la chute de la plus grande organisation politique, les Frères musulmans, à la conversion de groupes supporters de football « ultras » en un important acteur politique, les ruptures qui sont survenues dans les années postérieures à 2011 sont en train de donner lieu à de nouveaux acteurs avec des trajectoires formatives très différentes à celles de leurs prédécesseurs.

Pour finir, l'État-nation en tant qu'unité fait face à de grands défis qui rendent encore moins plausible l'idée de la durabilité d'un régime. Selon un rapport régional récent, « les frontières, à l'intérieur et en dehors des nations, ont vécu des changements et se sont transformées ces dernières années, après l'effondrement des régimes, la chute des États, la formation de milices armées, la propagation des organisations terroristes, le saut sur l'arène des partis régionaux et l'internationalisation des conflits internes... L'État n'est plus le facteur principal et n'a pas le monopole du pouvoir coercitif dans les interactions régionales » (FARS, 2016). L'exceptionnelle avancée d'acteurs non étatiques, tels que les milices armées, les organisations terroristes, les bataillons régionaux et les forces sectaires, rend encore plus difficile la navigation sur les eaux de ce territoire, pour un régime qui ne compte pas sur le consensus interne et fait en même temps face à d'énormes difficultés économiques.

Nous ne nierons pas, bien sûr, que certains des facteurs internationaux et régionaux puissent évoluer au profit de l'actuel régime égyptien qui maintient le *statu quo*. La menace de Daech, ajoutée à l'arrivée d'une administration américaine conservatrice droitière, ainsi que l'essor de positions contraires à l'immigration en Europe, laissent au régime une certaine marge de manœuvre et renforcent l'étendard contre le terrorisme. Or, ces administrations et ces gouvernements ont eux-mêmes beaucoup de problèmes et de résistance à affronter. Ils ne sont pas en mesure de garantir l'appui nécessaire pour contrecarrer les autres défis que nous avons présentés précédemment. ■